

Article

« La conjoncture des luttes nationales au Québec : mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeux d'un mouvement social de rupture »

Louis Maheu

Sociologie et sociétés, vol. 11, n° 2, 1979, p. 125-144.

Pour citer cet article, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/001467ar>

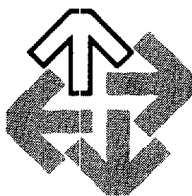
Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : erudit@umontreal.ca

La conjoncture des luttes nationales au Québec : mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeux d'un mouvement social de rupture



LOUIS MAHEU

La société québécoise, depuis déjà un bon moment, attire l'attention tant des hommes politiques que des analystes pratiquant diverses disciplines scientifiques du social. Les dernières décennies, à cet égard, n'auront certes pas été à contre-courant; dans le milieu scientifique des sciences sociales notamment, la croissance d'une main-d'œuvre spécialisée, dans le réseau universitaire et dans d'autres institutions où se pratique la recherche, aura contribué à une nette expansion des discours plus ou moins scientifiques traitant divers aspects de la société québécoise.

Bien que le présent texte ne vise aucunement à produire une recension critique de tous ces travaux, nous tenterons cependant de souligner certaines faiblesses des analyses référant, d'une manière ou d'une autre, aux concepts de technocrates ou de technocratie pour traduire certains enjeux plus contemporains du développement de la société québécoise. Nous illustrerons plutôt qu'une lecture de ces enjeux, élaborée à l'aide d'une partie de la littérature sociologique relative aux sociétés dépendantes, permet d'une part, d'échapper à certaines interprétations trop restreintes et, d'autre part, de mettre de l'ordre dans des ensembles hétéroclites de faits sociaux qui se voient ainsi mieux dotés de sens.

Nous soutiendrons encore cependant que bon nombre des enjeux contemporains du développement de la société québécoise demeurent, au terme d'une

telle lecture, toujours étanches, imperméables à une analyse qui ne déborderait pas la sociologie des sociétés dépendantes. Il faudra donc résister à toute obnubilation produite par le grand attrait de cette littérature et à toute velléité de n'en rester qu'à une stricte et rigoureuse superposition de ses schémas d'analyses à la réalité sociale québécoise.

Au contraire, l'analyse de la société québécoise doit alors être complétée en disposant à son centre les problèmes de la coordination, la régulation, l'organisation sociales globales d'une entité historique concrète, les problèmes donc du Politique, et des rapports de force entre groupes sociaux, incluant aussi les groupes socio-ethniques, mobilisés par un tel enjeu sociétal.

Depuis le début des années soixante surtout, circulent au Québec des interprétations du développement de cette société qui misent sur les fonctions et les positions sociales d'agents sociaux dénommés technocrates ou sur les caractéristiques de fonctionnement des technocraties. Il est, bien sûr, plusieurs lectures de ce phénomène social de la technocratie, de la montée au pouvoir des technocrates. L'une de ces lectures, assez répandue somme toute en sciences politiques¹, met en relief les liens d'intellectuels d'un type nouveau et moderne, de spécialistes de la gestion de toute sorte, de la planification et de la rationalisation avec l'État, avec ses divers appareils². Le plus clair de cette littérature nous met alors face au fonctionnement et à l'engagement social d'une élite d'agents sociaux. Comme la plupart des travaux appartenant à semblable sociologie des élites, ces études sont des plus avares de commentaires au sujet du positionnement, de la localisation de tels agents sociaux au sein de la division sociale du travail, de l'ensemble des rapports sociaux. Semblable trait de leur démarche analytique leur enlève beaucoup de leur pouvoir heuristique.

Il est, bien sûr, d'autres interprétations des fonctions et positions sociales des technocrates. Entre autres, il y a celles traitant des classes ou fractions de classes dirigeantes et, ou dominantes de sociétés industrielles avancées alors dénommées technocrates, pour les distinguer d'agents exerçant les mêmes fonctions dans des sociétés industrielles plus classiques. Que ce soit par le biais d'une technocratie d'État capitalisant des fonctions effectives de classe dirigeante autochtone au sein de l'État et de ses principaux appareils contrôlés par une couche de hauts fonctionnaires, ou d'une technocratie de société

1. Voir à ce sujet, Jean Meynaud, *la Technocratie, mythe ou réalité?*, Paris, Payot, 1964; J. Billy, *la Technocratie*, 3^e éd., Paris, P.U.F., 1975.

2. Voir en particulier le numéro spécial de *Recherches sociographiques*, vol. 7, n° 1-2, 1966, qui porte sur «le pouvoir dans la société canadienne-française», les articles surtout de J.-C. Falardeau, «Des élites traditionnelles aux élites nouvelles»; de G. Fortin «Transformation des structures du pouvoir», bien que ce dernier utilise non pas le concept de technocrate, mais celui de technicien, de «nouveaux techniciens», dans un sens qui ne diverge pas vraiment de celui auquel nous faisons ici appel en parlant des technocrates. À noter, dans ce même numéro, le texte de J. Brazeau — «Les nouvelles classes moyennes» — qui aborde un thème auquel nous viendrons, bien que nous concevions différemment les liens qu'il tente d'établir entre ces couches sociales et l'État, ou même dans son cas, avec la technocratie. Voir aussi pour des analyses qui vont finalement dans le même sens malgré quelques différences: J.-J. Simard, «La longue marche des technocrates», *Recherches sociographiques*, vol. 18, n° 1, janvier-avril 1977 et J.-L. Roy, *la Marche des Québécois, le temps des ruptures (1945-1960)*, Montréal, Leméac, 1976.

capitaliste libérale, souvent désignée comme post-industrielle³, l'essentiel est qu'on a alors affaire à une classe dirigeante, également plus ou moins dominante, dans une économie relativement intégrée de sociétés industrielles, non seulement avancées, mais encore centrales et dominantes. Il en est ainsi quelle que soit, par ailleurs, la qualité analytique que l'on prête aux aboutissants théoriques d'un tel usage des concepts de technocrate ou de technocratie.

Pareille lecture de la montée sociale de la technocratie n'a que peu à voir avec la société québécoise : les enjeux les plus contemporains du développement de cette dernière ne sauraient être ramenés aux fonctions et positions sociales d'une technocratie au sens où il vient tout juste d'en être question.

Il en est de même, d'ailleurs, à propos de cet autre langage peut-être plus actuel encore, lui, étant identifié surtout aux années soixante-dix, amenant à soutenir que la société québécoise est essentiellement mue par les soubresauts d'un développement très avancé du mode de production capitaliste, soit de son stade monopoliste d'État. Comme plusieurs travaux devaient l'illustrer, cette forme de régime économique, puis politique, supposerait une forte articulation entre fractions de classes supérieures, les unes à vocation plus dirigeante, les autres à vocation plus dominante. Plus encore : à cause même de l'intervention de l'État dans les cycles du capital, il absorbera ainsi les coûts économiques et sociaux de sa dévalorisation. Un tel régime économique, puis politique, est sous-tendu non seulement par les politiques sociales étatiques mais, encore et surtout, par la militarisation de l'économie que l'État favorise, par ses investissements nombreux, variés, et même abondants, dans les divers réseaux de l'industrie de la connaissance, notamment dans le système de recherche-développement⁴.

La conjoncture contemporaine de la société québécoise ne saurait être dissociée de l'intervention de l'État dans les sphères de l'économie, du politique et du social au sens large du terme. Et si ces tendances s'apparentent à celles caractérisant le fonctionnement d'un État au stade du capitalisme monopoliste d'État, on ne saurait pour autant conclure qu'elles puissent y être assimilées. C'est que les caractéristiques d'un tel stade du capitalisme ne traduisent pas

3. Sur ce thème des sociétés post-industrielles et de leur technocratie, voir l'œuvre d'A. Touraine et notamment, *la Société post-industrielle*, Paris, Denoël, 1969 et *la Voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978; D. Bell, *The Coming of Post-Industrial Society*, New York, Basic Books, 1973. Pour une critique de cette approche, voir A. Giddens, *The Class Structure of the Advanced Societies*, London, Harper Torchbooks, 1973 et Louis Maheu, « Rapports de classes et problèmes de transformation : la thèse de la société post-industrielle », *Sociologie et Sociétés*, vol. 10, n° 2, octobre 1978, pp. 10-35. Pour une certaine application de ce thème à la société québécoise, voir P.-A. Julien, P. Lamonde, D. Latouche, *Québec 2001, une société refroidie*, Québec, Les éditions du Boréal Express, 1976 et la recension critique qu'en fait J.-J. Simard dans *Recherches sociographiques*, vol. 17, n° 3, 1976.

4. Voir sur ce thème, Paul Boccara, *Études sur le capitalisme monopoliste d'État*, Paris, Éditions sociales, 1973; Parti communiste français, *Traité marxiste d'économie politique : le capitalisme monopoliste d'État*, 2 tomes, Paris, Éditions sociales, 1971; A. D. Magaline, *Lutte de classe et dévalorisation du capital*, Paris, F. Maspero, 1975.

Au sujet des études québécoises qui utilisent un tel schéma d'analyse, voir, entre autres, Diane Éthier, J.-M. Pottie, J. Reynolds, *les Travailleurs contre l'État bourgeois*, Montréal, L'Aurore, 1975; P. R. Bélanger, C. Saint-Pierre, « Dépendance économique, subordination politique et oppression nationale : le Québec 1960-1977 », *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n° 2, octobre 1978.

de manière satisfaisante et convenable, les traits les plus dominants, centraux et prioritaires de l'interventionnisme de l'État québécois.

1. LA MONTÉE SOCIALE DES CLASSES MOYENNES ET LEUR RAPPORT AVEC L'ÉTAT

Si toutes ces lectures n'ont finalement que peu de prise sur le fonctionnement réel de la société québécoise, sur les enjeux contemporains de son développement, c'est qu'elles achoppent trop facilement sur un problème clef et fondamental et sur une conception rigoureuse et systématique de ses conséquences tant socio-politiques qu'économiques. Soit le problème suivant : la classe économique dirigeante de l'industrialisation — du développement économique de la société québécoise a été, et demeure en très grande partie, extérieure au sens fort — bourgeoisie anglaise (Grande-Bretagne) ou américaine — ou encore faible — bourgeoisie canadienne-anglaise — du terme à la société québécoise canadienne-française. Le Québec n'est pas une société libérale dominante et centrale, possédant une classe économique dirigeante autochtone forte. Et c'est par rapport à ce trait dominant de sa conjoncture socio-politique que la société québécoise a connu deux phases importantes de son histoire contemporaine.

D'abord, cette phase conjoncturelle moins déterminante aujourd'hui, où agissaient essentiellement des bourgeoisies étrangères industrialisatrices, alliées à des classes ou fractions de classes dominantes autochtones, plutôt traditionnelles, pas vraiment intéressées à l'industrialisation, modernisation de la société mais plutôt à la protection, la sauvegarde d'un ensemble de privilèges sociaux⁵. C'était l'époque où la reproduction induite de la dépendance manifestait le poids politique considérable, au sein des rapports sociaux internes à la société québécoise, de l'Église, du clergé, en tant que catégorie collective d'intellectuels organiques des classes supérieures, et des professions libérales traditionnelles.

Puis, est venue cette période où l'action d'industrialisation met toujours en œuvre des bourgeoisies étrangères face auxquelles se positionnent maintenant et se développent des groupes d'agents sociaux autochtones, plus tournés eux-mêmes vers l'industrialisation et surtout la modernisation du tissu social à travers le développement d'un marché intérieur et des opérations socio-politiques de planification, de rationalisation de politiques sociales distributives. Ces groupes d'agents sociaux autochtones luttent d'ailleurs fortement contre des

5. Voir à ce sujet, le numéro de *Recherches sociographiques* déjà mentionné; G. Bourque, N. Laurin-Frenette, « Les classes sociales et l'idéologie nationaliste au Québec, 1960-1970 », *Socialisme québécois*, n° 20, 1970; N. Laurin-Frenette, *Production de l'État et formes de la nation*, Montréal, Nouvelle optique, 1978; M. Rioux, *la Question du Québec*, Paris, Seghers, 1969; M. Rioux, « Sur l'évolution des idéologies au Québec », *Revue de l'institut de sociologie*, n° 1, 1968; G. Rocher, *le Québec en mutation*, Montréal, Hurtubise, H.M.H., 1973; D. Monière, *le Développement des idéologies au Québec, des origines à nos jours*, Montréal, Éditions Québec-Amérique, 1977; H. Guindon, « Social Unrest, Social Class and Quebec's Bureaucratic Revolution », *Queen's Quarterly*, vol. 71, été 1964 et « Two Cultures: An essay on nationalism, class, and ethnic tension », dans R. Leach, ed., *Contemporary Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1968.

classes sociales dominantes traditionnelles et cherchaient aussi, mais tant bien que mal à ce niveau, à s'insérer dans le procès d'industrialisation pour en capter, si possible, partie du contrôle.

Les agents sociaux menant ces luttes sont essentiellement des agents des classes moyennes, et notamment des fractions essentiellement supérieures des classes moyennes, y compris ce que d'aucuns appellent les groupes techniques des classes moyennes⁶ : les scientifiques des sciences sociales; les ingénieurs et techniciens; les intellectuels modernes. Ces groupes techniques des classes moyennes agissent essentiellement comme agents supports, ou encore comme intellectuels organiques, de l'intervention de ces couches sociales auprès de l'État et de ses divers appareils.

Survient alors un trait majeur de la période contemporaine de la société québécoise : non pas tant le rôle plus actif d'un État moderne d'une société plus industrielle consolidant, après coup en quelque sorte, la position de certaines couches sociales, mais plutôt la montée sociale des classes moyennes qui s'exerce notamment à travers leur emprise, partielle mais conséquente, sur l'État et divers de ses appareils. Il va sans dire que cette intervention, cette montée sociale des classes moyennes a fortement marqué les enjeux sociaux du développement de la société québécoise. Ce fut d'abord et essentiellement le cas au niveau du contrôle et du traitement social des retards et de l'inégal développement des retombées d'une lente industrialisation dépendante. Une des premières conséquences de cette tendance est manifeste au niveau du mouvement de réforme, de modernisation des appareils mêmes de l'État, puis finalement de la réorganisation de la fonction publique québécoise. Important recrutement d'une main-d'œuvre spécialisée au service de l'État donc, et détail qui a son importance, d'une main-d'œuvre d'intellectuels modernes porteurs, entre autres, des signes extérieurs de la légitimité d'une expertise, d'une scientificité en matière de gestion du social. Bref, apparition dans les appareils d'État de diplômés universitaires des sciences sociales, producteurs d'une technologie du social. Particulièrement visible, cette réforme des appareils d'État, de la main-d'œuvre de la fonction publique n'en était pas moins sous-tendue par une croissance des effectifs de la population active québécoise dans les catégories occupationnelles des professionnels, des administrateurs, des travailleurs intellectuels, des travailleurs de types « cols blancs » ; la proportion des travailleurs de type « cols bleus », elle, diminuant⁷.

6. Cette expression est empruntée à F. H. Cardoso, *Sociologie du développement en Amérique latine*, Paris, Anthropos, 1969, pp. 93-94.

7. Sur l'ensemble de ces traits, voir : P. Gervais, *Les Diplômés en sciences sociales dans la fonction publique du Québec*, Université de Montréal, thèse M. A., Science politique, 1970; P. Allen, « Tendances des professions au Canada, de 1861 à 1961 », *l'Actualité économique*, vol. 38, n° 1, 1962; et « Analyse des occupations tertiaires dans le Québec, 1931 à 1951 », *l'Actualité économique*, vol. 38, n° 2, 1962; D. Brunelle, « La structure occupationnelle de la main-d'œuvre québécoise, 1951-1971 », *Sociologie et sociétés*, vol. 7, n° 2, novembre 1975; D. Brunelle, *la Désillusion tranquille*, Montréal, H.M.H., 1978; G. Lapointe, *Essais sur la fonction publique québécoise*, Documents de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, Ottawa, Information Canada, 1971; J.-J. Simard « La longue marche des technocrates », *op. cit.*; H. Guindon, « La modernisation du Québec et la légitimité de l'État canadien », *Recherches sociographiques*, vol. 18, n° 3, septembre-décembre 1977; M. Renaud, « Quebec New Middle Class in Search of Social Hegemony: Causes and Political Consequences », *International Review of Community Development*, n° 39-40, été 1978.

On sait aussi, plusieurs auteurs l'ayant déjà relevé, que cette période correspondait également à une modernisation-étatisme de l'ensemble de l'appareil scolaire. Le moment fort en fut, bien sûr, les suites de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement (Commission Parent); mais on aurait tort d'oublier, tant à son amont qu'à son aval, des processus sociaux majeurs véhiculant d'intenses pressions sociales des classes moyennes sur la demande sociale d'éducation et les divers paliers de l'appareil scolaire. Mentionnons cependant l'essentiel : la modernisation de l'appareil scolaire était mue par une « déprivatisation » du secteur de l'enseignement, par l'affaiblissement de positions jusqu'alors tenues par les classes sociales traditionnelles naguère dominantes au sein de ce secteur, notamment le clergé. Avec l'étatisation de l'appareil scolaire s'implantait un nouveau système politique de gestion globale de l'éducation dont le fonctionnement s'arc-boutait sur une intervention plus nette de nouveaux interlocuteurs sociaux et sur une institutionnalisation, plus ou moins harmonieuse, de conflits plus classiques du travail⁸.

Pareille politique de modernisation devait aussi être étendue aux problèmes du développement régional, de l'aménagement du territoire et aussi au délicat problème du développement urbain. Les interventions de l'État, de certains de ses appareils devaient alors explorer plusieurs directions : rationalisation des équipements urbains collectifs; meilleur contrôle des espaces et tentatives de planification de leur développement; amélioration du fonctionnement des appareils gouvernementaux de gestion municipale, restructuration de certains espaces d'intervention des appareils politiques municipaux, modification de la fiscalité urbaine⁹.

Il y a encore tout le secteur de la santé publique, du bien-être social et de l'assistance sociale qui devait être l'objet de politiques de modernisation. Appuyée, d'une part, sur une planification nouvelle et, d'autre part, sur une action législative plus agressive, l'intervention étatique résultait là aussi, en une « déprivatisation » du secteur et en un affaiblissement du contrôle des classes sociales dominantes traditionnelles sur la direction et la gestion des institutions de la santé et de l'assistance publiques. Tout comme au niveau de l'appareil scolaire, l'étatisation graduelle de ces appareils se matérialise dans le développement d'un nouveau système politique de leur gestion, des interlocuteurs sociaux jusque-là moins visibles y occupant des positions clefs et une insti-

8. Sur l'ensemble de ces traits, voir : L. Dion, *le Bill 60 et la société québécoise*, Montréal, H.M.H., 1967; G. Rocher, *le Québec en mutation*, op. cit.; G. Gagnon, C. Gousse, « Le processus de régionalisation scolaire », dans G. Rocher, P. W. Bélanger, édit., *École et société au Québec*, Montréal, H.M.H., 1970; P. R. Bélanger, L. Maheu, « Pratique politique étudiante au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. 13, n° 3, septembre-décembre 1972.

9. J. Léveillé, *Développement urbain et politiques gouvernementales urbaines dans l'agglomération montréalaise : 1945-1975*, Montréal, Société canadienne de science politique, 1978; D. McGraw, *le Développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, Montréal, Éditions A. St-Martin, 1978; J. P. Collin, J. Godbout, *les Organismes populaires en milieu urbain*, Montréal, Université du Québec, I.N.R.S., 1975; G. Gagnon, L. Martin, édit., *Québec 1960-1980 : la crise du développement*, Montréal, H.M.H., 1973; G. Bourassa, « Régionalisation et démocratie, l'expérience québécoise », *International Review of Community Development*, n° 15-16, 1966; G. Gagnon, « Animation et participation dans l'Est du Québec », *International Review of Community Development*, n° 15-16, 1966; J. Meynaud, J. Léveillé, *la Régionalisation municipale au Québec*, Montréal, Éditions Nouvelle Frontière, 1973.

tutionnalisation, plus ou moins conflictuelle, des antagonismes plus classiques des rapports sociaux du travail en scandant aussi les rythmes de fonctionnement¹⁰.

Aux politiques interventionnistes tournées vers le contrôle de la marginalité sociale, le traitement social de l'inégal développement d'une lente industrialisation, s'ajoutaient toutes celles à vocation plus strictement économique. Dans l'ensemble, ces dernières n'échappaient aucunement, bien au contraire, à un enjeu social déterminant du développement de la société québécoise : celui d'une accumulation autochtone du capital dans un contexte d'industrialisation dépendante. Aussi l'intervention de l'État, de divers de ses appareils, visait-elle entre autres la création, le renforcement, le développement non seulement d'une plus forte capitalisation autochtone mais encore d'un secteur économique public, intermédiaire entre les secteurs contrôlés par les bourgeoisies étrangères et ceux détenus par la faible bourgeoisie locale, retranchée surtout dans l'économie non monopoliste et coopérative. De là viennent des régies d'État tournées vers l'exploitation des ressources naturelles, vers la consolidation de certaines industries du secteur manufacturier, vers le regroupement, l'amélioration de la force de frappe et le contrôle de la circulation de certaines fractions du capital économique produit au sein du marché local interne¹¹.

2. UNE ANALYSE EN TERMES DE SOCIÉTÉ DÉPENDANTE : LUTTE NATIONALE ET MODE D'INTERVENTION ÉTATIQUE DES CLASSES MOYENNES

Nous sommes maintenant en mesure de tirer un premier enseignement des traits du développement récent de la société québécoise que nous venons de rappeler : la similarité des principaux enjeux de la conjoncture contemporaine de la société québécoise avec ceux de sociétés dépendantes, notamment latino-américaines, est des plus marquantes. Nous pensons tout particulièrement à ces phases de croissance des sociétés dépendantes que d'aucuns caractérisent, l'une, comme une poussée d'industrialisation et un développement du marché économique local qui se font par « substitution d'importations » de certains biens et produits, l'autre, comme une industrialisation capitaliste accentuée, mais toujours périphérique et restreinte. Ces deux phases, en géné-

10. Voir sur ce thème, M. Renaud, « Réforme ou illusion? Une analyse des interventions de l'État québécois dans le domaine de la santé », *Sociologie et sociétés*, vol. 9, n° 1, avril 1977; F. Lesemann, « C.L.S.C., dix ans de réforme socio-sanitaire au Québec », *International Review of Community Development*, nos 37-38, 1977; M. Pelletier, Y. Vaillancourt, *les Politiques sociales et les travailleurs*, (surtout cahier IV), Montréal, 1974, texte ronéo; J. Valois, P. Paquet, *les Groupes populaires dans la structure du pouvoir*, Montréal, I.C.E.A., 1974.

11. Sur ces traits de la conjoncture québécoise contemporaine, voir : A. Sales, *la Bourgeoisie industrielle au Québec*, Montréal, P.U.M., 1979; P. Fournier, *The Quebec Establishment*, Montréal, Blackrose Books, 1976; A. Légaré, *les Classes sociales au Québec*, Montréal, P.U.Q., 1977; J. L. Migué, « Le rationalisme, l'unité nationale et la théorie économique de l'information », dans R. Tremblay, éd., *l'Économie québécoise*, Montréal, P.U.Q., 1976; A. Breton, « The Economics of Nationalism », *The Journal of Political Economy*, vol. 72, n° 4, août 1964; M. Saint-Germain, *Une économie à libérer: le Québec analysé dans ses structures économiques*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1973.

ral, succédant dans l'ordre à celle où le marché économique local est essentiellement tourné vers l'extérieur, exportant le plus fréquemment ses ressources naturelles, tout en comptant très peu avec un secteur manufacturier affaibli par une intense activité d'importations. Les deux phases identifiées d'un développement socio-économique dépendant reposent le plus souvent — peu importe alors qu'une histoire nationale passe ou non par des fonctions plus actives de certaines fractions limitées, particulières d'une bourgeoisie autochtone, tels d'importants propriétaires fonciers par exemple — sur les fonctions et les positions sociales des classes moyennes et de leurs groupes techniques¹². Ces classes interviennent alors en tant que couches sociales modernisatrices, agents sociaux assurant le contrôle et l'encadrement politiques de la marginalité sociale, groupes sociaux structurant dans l'État, et certains de ses appareils, des fonctions économiques dirigeantes autochtones, dans l'intention aussi, le cas échéant, de favoriser l'implantation, la consolidation, l'élargissement d'une bourgeoisie nationale¹³.

À l'aide donc de la littérature sur les sociétés dépendantes, dont principalement les travaux que nous venons tout juste de citer, une relecture des principaux traits de la conjoncture contemporaine de la société québécoise peut être produite. Dès lors, la lutte nationale québécoise, du moins dans sa pratique prévalente et prédominante, s'avère un mode d'intervention étatique

12. D'aucuns regretteront cette notion de classes moyennes, souvent perçue comme trop vague et douteuse. Un premier facteur, non le moindre, qui nous pousse à l'utilisation qui en est largement faite dans la littérature sur les sociétés dépendantes (voir note ci-après). L'expression classes moyennes désigne finalement des couches sociales un peu définies négativement quant à leurs place et fonctions dans les rapports sociaux de production : elles ne possèdent pas le capital, du moins ces fractions les plus déterminantes du capital, ne produisent pas en général le travail manuel et sont, plus intensément que d'autres, concentrées dans le travail intellectuel. Par contre, au niveau du social en général, des interventions au sein de l'État et du système politique, surtout dans les sociétés dépendantes, ces couches sociales se démarquent — avec leurs fonctions et positions caractéristiques de classe sociale intervenant en tant que telle dans l'ensemble des rapports sociaux — plus nettement, plus positivement en quelque sorte. Ces derniers traits, tout particulièrement, militent davantage en faveur de l'utilisation d'une telle notion. En cela, cette dernière n'est pas très distante, même si toutefois distincte, de celle de nouvelle petite-bourgeoisie définie par N. Poulantzas (*les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Paris, Seuil, 1974). Sur ce thème de l'identification des classes moyennes, on peut aussi consulter l'ouvrage, déjà cité, d'A. Giddens, *The Class Structure of the Advanced Societies*.

13. Voir notamment au sujet des sociétés dépendantes les travaux de : F. H. Cardoso, *Sociologie du développement en Amérique latine*, Paris, Anthropos, 1969, *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, Paris, Anthropos, 1971, avec E. Faletto, *Dépendance et développement en Amérique latine*, Paris, P.U.F., 1978; C. Furtado, *Development and stagnation in Latin America: A Structural Approach*, New Haven, Yale University Press, 1965; L. Martins, édit., *Amérique latine : crise et dépendance*, Paris, Anthropos, 1972; A. Hirschmann « The Political Economy of Import Substituting Industrialization in Latin America », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 82, février 1968; A. Touraine, *les Sociétés dépendantes*, Gembloux, Duculot, 1976; J. J. Johnson, *Political Change in Latin America: The Emergence of the Middle Sectors*, Stanford, Ca., Stanford University Press, 1958 et *Continuity and Change in Latin America*, Stanford, Ca., Stanford University Press, 1964; A. Gunder Frank, *On Capitalist Underdevelopment*, Oxford, Oxford University Press, 1975; S. Amin, *l'Accumulation à l'échelle mondiale*, Paris, Anthropos, 1970 et *l'Impérialisme et le développement inégal*, Paris, Minuit, 1975; A. Gunder Frank, *l'Accumulation dépendante* et S. Amin, *Sociétés précapitalistes et capitalisme*, Paris, Anthropos, 1978; S. M. Lipjet, A. Solari, édit., *Elites in Latin America*, New York, Oxford University Press, 1967; R. F. Adic, G. E. Poitras, *Latin America, the Politics of Immobility*, Englewood Cliffs, Prentice-Hall, 1974; C. Furtado, *l'Amérique latine*, Paris, Sirey, 1970.

des classes moyennes canadiennes-françaises¹⁴. Voyons maintenant quelles en sont les dimensions essentielles, l'ordre dans lequel elles sont présentées important peu.

Mentionnons d'abord cet ensemble de pressions exercées à l'endroit des marginaux, de même que par eux, pour accentuer leur intégration non seulement au système politique et aux divers programmes de justice distributive des appareils d'État mais encore, au fonctionnement, souvent renouvelé, de multiples institutions prenant en charge leur vie sociale. Il en découle un épaississement institutionnel, à bien des égards insigne, de la « société civile¹⁵ » dont la finalité était la « démarginalisation » de couches sociales importantes de la population, de même que la « déprivatisation » d'institutions sociales s'adressant à de très larges composantes de la population. Le tissu social des relations plus ou moins conflictuelles, plus ou moins directes, entre diverses couches sociales, aux prises avec une urbanisation et une industrialisation complexes et lentes, mais n'excluant pas les à-coup subits, et les appareils d'État, s'est de beaucoup étoffé.

Mais ce qui est tout aussi important, c'est que ce processus s'est développé dans une conjoncture de conquête, par les classes moyennes, d'une mobilité et d'une légitimation sociales dirigées contre les classes dominantes traditionnelles. Les classes moyennes en venaient donc à occuper des positions et des fonctions sociales nouvelles fournissant ainsi, dans diverses instances sociales, de nouveaux interlocuteurs aux appareils d'État dont la composition sociale était, elle aussi, le plus souvent modifiée.

Au moment où se déployaient ces politiques interventionnistes, des formes de contestation sociale — comités de citoyens, comités de revendications de base, mouvements de luttes urbaines — s'implantaient dans certaines institutions ou dans certains espaces sociaux particuliers. Ces pratiques de luttes et de revendications, autant dans leur fonctionnement que dans leurs finalités, furent somme toute assez nettement ambiguës. Tout se passe alors comme si,

14. Le recours à cette notion de l'émergence des classes moyennes pour mieux comprendre la conjoncture contemporaine de la société québécoise n'est pas nouveau : voir à ce sujet, H. Guindon, « The Social Evolution of Quebec Reconsidered », dans M. Rioux, Y. Martin, édit., *French Canadian Society*, Toronto, McClelland and Stewart, 1964 et ses autres articles de 1964, 1968 et 1977 déjà cités; J. Brazeau, « Les nouvelles classes moyennes », *op. cit.*; D. Postgate, K. Mc Roberts, *Quebec: Social Change and Political crisis*, Toronto, Mc Clelland and Stewart, 1976; M. Renaud, « Quebec New Middle Class... », *op. cit.*. Nous croyons cependant que les liens faits entre cette notion et celle de société dépendante, à l'aide de la littérature sur cette dernière, sont aptes à donner un éclairage encore plus pertinent aux processus sociaux que recouvre l'émergence des classes moyennes. Cet effort de sociologie comparative ne doit pas être, par ailleurs, le dernier mot de toute analyse. À propos de cet intérêt d'en référer à un schéma d'analyse de société dépendante dans le cas d'une étude de la conjoncture québécoise, et bien que ces auteurs ne mettent pas nécessairement en relief les traits que nous avons retenus, voir : G. Bernier, « Le cas québécois et les théories du développement politique et de la dépendance » dans E. Orban, édit., *la modernisation politique du Québec*, Québec, Les Éditions du Boréal Express; 1976; G. Gagnon, « Sociologie, mouvements sociaux, conduites de rupture : le cas québécois », *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n° 2, octobre 1978; J. Dofny, « Les stratifications de la société québécoise », *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n° 2, octobre 1978; J. Savaria, « Le Québec est-il une société périphérique? », *Sociologie et sociétés*, vol. 7, n° 2, novembre 1975.

15. Cette notion est empruntée à A. Gramsci, voir M. A. Macchiochi, *Pour Gramsci*, Paris, Seuil, 1974; C. Buci-Glucksmann, *Gramsci et l'État*, Paris, Fayard, 1975; C. Boggs, *Gramsci's Marxism*, London, Pluto Press, 1976; P. Anderson, *Sur Gramsci*, Paris, Maspéro, 1978.

polarisées finalement par les revendications prédominantes des classes moyennes, ces pratiques s'engouffraient dans une opposition aux classes dominantes traditionnelles et s'avéraient sans grande prise sur la mise en place de nouveaux agents et mécanismes de la domination sociale. Au travers donc de mouvements de contestation et de revendication, ne s'en développa pas moins une participation, certes plus ou moins conflictuelle, de couches sociales dominées ou même de forces sociales d'opposition potentielle, aux politiques interventionnistes de l'État¹⁶.

Bref, dans ce contexte de lente et problématique industrialisation d'une société dépendante traditionnelle, les mouvements de contestation des couches sociales populaires autour des enjeux de la modernisation puis de la participation, de l'intégration n'ont été que très rarement associés à une lutte de classe des classes dominées contre la domination sociale traditionnelle ou la mise en place de nouveaux pouvoirs sociaux. Ils n'ont été, somme toute, que des luttes assez strictement politiques, aux fins du marché ou du système politique, bien qu'à l'occasion ces luttes aient pu être violentes.

Si donc le mode d'intervention étatique des classes moyennes amplifia les mécanismes de la régulation sociale de la société civile et qu'aucune contestation conséquente fondamentale de cet ordre social n'a pu vraiment s'exercer, il est alors une expression, de Barrington Moore, qui traduit assez bien l'ensemble de ces processus sociaux, celle de « modernisation conservatrice¹⁷ ».

Voilà pour un premier trait auquel il faut ajouter celui-ci : dans une telle conjoncture, force est de souligner que les positions tenues par les classes moyennes dans les rapports socio-politiques globaux fondant le pouvoir d'État provincial ont été, à peu près pour la totalité de cette période, des positions déterminantes. Semblable affirmation ne vise aucunement, par ailleurs, à occulter ces rapports de force au niveau de la domination du social qui obli-

16. À propos de ces mouvements et luttes, voir : D. McGraw, *le Développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, op. cit. ; L. Chabot-Robitaille, *De l'eau chaude, de l'espace et un peu de justice*, Montréal, Conseil de développement social du Montréal métropolitain, 1970 ; J. Valois, P. Paquet, *les Groupes populaires dans la structure du pouvoir*, op. cit. ; J.-F. Léonard, P. Hamel, « Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise », *Politique aujourd'hui*, nos 7-8, 1978.

17. On sait que cet auteur utilise cette notion pour bien camper les processus d'industrialisation, de modernisation, le cas échéant d'apparition de démocraties politiques, dans des sociétés tels l'Allemagne, le Japon, l'Italie. Il suggère, par ailleurs, que cette notion pourrait vraisemblablement être appliquée à plusieurs situations nationales en Amérique latine ; voir Barrington Moore, Jr., *Social Origins of Dictatorship and Democracy : Lord and Peasant in the Making of the Modern World*, Boston, Beacon Press, 1967, notamment chap. 8, p. 436-442. Voir encore, A. Touraine, *la Voix et le regard*, Paris, Seuil, 1978, p. 158-161. Ajoutons encore que cette dimension de modernisation du tissu social aura été un effet pertinent plus net du mode d'intervention étatique des classes moyennes que ne le seraient une industrialisation plus accentuée des forces économiques locales ou encore un plus grand contrôle autochtone sur l'activité économique, ces traits demeurant conformes à une modernisation conservatrice ; voir à ce sujet, G. Caldwell, B. Don Czarnocki, « Un rattrapage raté : le changement social dans le Québec d'après-guerre, 1950-1974 : une comparaison Québec/Ontario », *Recherches sociographiques*, vol. 18, n° 1, janvier-avril 1977 et « Un rattrapage raté, II : la variation à court terme », *Recherches sociographiques*, vol. 18, n° 3, septembre-décembre 1977 ; S. H. Milner, H. Milner, *The Decolonization of Quebec : An Analysis of Left-wing Nationalism*, Toronto, Mc Clelland and Stewart, 1973 ; H. Milner, *Politics in the new Quebec*, Toronto, Mc Clelland and Stewart, 1978.

geaient les classes moyennes à n'accéder à ce pouvoir politique qu'au travers d'alliances, plus ou moins stables, avec des fractions de classes dirigeantes et dominantes, surtout extérieures à la seule société québécoise canadienne-française. Plus important demeure cependant le fait que les positions tenues par les classes moyennes ont eu pour effet politique pertinent de projeter en quelque sorte l'État sur le système politique, de réduire l'écart entre le pouvoir d'État et le marché politique¹⁸. L'État devient ainsi un agent de déstabilisation de rapports traditionnels de domination sociale en faveur d'une gestion nouvelle de l'ordre social.

Un autre trait du mode d'intervention étatique des classes moyennes aura été son enracinement dans les enjeux plus économiques cette fois. Et comme l'illustre aussi en général la littérature sur les sociétés dépendantes latino-américaines, la stimulation du marché économique local, les velleités de fortifier la capitalisation autochtone, l'élargissement d'un secteur économique public intermédiaire ne mènent pas vraiment à des agressions économiques contre les secteurs étrangers multi-nationaux. Ils se mêlent encore le plus souvent à des manifestations ouvertes d'appui au secteur autochtone privé du marché économique local. Demeure donc prioritaire l'objectif d'une expansion, au sein du tissu social autochtone, des fonctions économiques dirigeantes que ce soit par le canal d'un renforcement de la bourgeoisie nationale ou par celui d'un concours soutenu apporté aux chefs et aux directions d'entreprises publiques, ressemblant à s'y méprendre à ceux du secteur privé. Ce sont, là encore, des tendances qui rapprochent la société québécoise des sociétés dépendantes les plus classiques ; bien que, dans la première, le recours à l'État pose à ce titre des problèmes auxquels il nous faudra revenir.

Relevons, enfin, un dernier trait. La lutte nationale québécoise fut évidemment sous-tendue par l'enjeu de la construction sociale — au travers de revendications, de luttes — d'un principe d'identification, d'identité collective du groupe ethnique, national, canadien-français. Bien avant cette conjoncture particulière de la lutte nationale, de même que pendant, était à l'œuvre, avec des formes et des intensités très variables, ce processus de formation sociale d'un principe d'identité. C'est là en quelque sorte le nerf de la « guerre nationale » qui sert, dans les moments creux, de repli sur soi ou, dans les moments de luttes nationales plus affirmées, de facteur de déclenchement de la mobilisation. Semblable processus de formation sociale d'un principe d'identité peut, le cas échéant, emprunter des voies intensément culturelles, plus ou moins articulées selon le moment à des projets ou économiques ou politiques.

L'articulation, prépondérante à un moment donné du temps social, de ce principe d'identité à diverses autres composantes est le fait de la polarisation exercée sur ces enjeux par une couche sociale, une classe sociale, qui impose, par sa pratique de revendications et de luttes, sa lecture de la question natio-

18. Au sujet de ces distinctions entre le pouvoir d'État, au niveau de la coordination globale du social, et le système ou le marché politique, voir : N. Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Paris, Maspero, 1968, pp. 247-274 et A. Touraine, *Production de la société*, Paris, Seuil, 1973, p. 209-232, p. 255-276.

nale. Il en va ainsi, par exemple, de la lutte nationale québécoise dont le caractère prédominant actuel s'affirme à travers le mode d'intervention étatique des classes moyennes. De telles articulations, conjoncturellement prépondérantes, n'excluent pas, par le fait même, tout contre-projet à enjeux politiques ou économiques, liés aussi à un principe d'identité collective, mais fondé sur la base d'autres couches sociales.

Force est alors de constater que la distance est extrême entre la lutte nationale conjoncturellement prédominante et un mouvement nationaliste populaire des classes sociales dominées, le concept de mouvement social servant à caractériser ces dernières actions collectives ou luttes sociales situées à l'interface même du fonctionnement d'une société et de sa transformation. Bref, la notion de mouvement social repère ces luttes sociales s'attaquant à un état donné des rapports de domination sociale tout en visant leur transformation, et par là même, engageant le changement sociétal au sein d'un tissu social donné¹⁹. La distance ainsi constatée ne saurait, par ailleurs, justifier qu'il soit conclu à l'inexistence de luttes nationalistes populaires. Au contraire, on peut émettre l'hypothèse qu'un mouvement social nationaliste populaire est en lent processus d'émergence et de formation, affaibli et désarticulé qu'il est par des écarts entre les populations dominées, défavorisées et les multiples centres, eux-mêmes éclatés, de décisions non seulement économiques mais aussi politiques, et par une pratique prédominante de lutte nationale qui n'est pas la sienne.

3. LES CONTRAINTES DU MODE D'INTERVENTION ÉTATIQUE DES CLASSES MOYENNES ET LES ENJEUX D'UN MOUVEMENT SOCIAL DE RUPTURE

Il nous faut, maintenant, mettre au centre même de l'analyse les limites et les contraintes de ces luttes nationales qui se matérialisent dans la montée sociale des classes moyennes, dans leur rapport à l'État, dans les politiques interventionnistes de ce dernier. Démarche qui s'impose d'autant plus que c'est précisément en ce lieu analytique que pourront être repérés et discutés et les enjeux des luttes d'un mouvement social nationaliste populaire et les conditions sociales de sa formation et de son émergence. On procédera alors par l'énoncé d'un premier constat : la littérature sociologique sur les sociétés dépendantes nous a permis de mettre de l'ordre au sein d'un ensemble de traits de la société québécoise contemporaine et de les rendre, par le même, signifiants, nous dirigeant ainsi vers le cœur de l'analyse. Mais nous n'y sommes pas encore : échapper à l'attraction de cette littérature est maintenant un impératif de manière à s'attarder à des processus sociaux qu'elle n'éclairerait que bien partiellement.

19. Empruntée aux travaux d'A. Touraine qui la développe longuement, cette notion de mouvement social est aussi employée ici de manière à réduire les écarts que Touraine, lui, accentue entre ses capacités à traduire les seuls rapports sociaux de domination du fonctionnement de la société, de sa synchronie, et non ceux de sa transformation, de sa diachronie. Voir à ce sujet, A. Touraine, *les Sociétés dépendantes*, op. cit., notamment pp. 58-112 et *la Voix et le regard*, op. cit., pp. 104-180.

Et le problème ne vient pas tant alors de l'ampleur, de l'intensité, de la modernité, pour une société dite dépendante, du développement économique de la société québécoise. On sait d'ailleurs qu'une société dépendante peut actualiser un développement capitaliste périphérique non négligeable, tout en demeurant essentiellement dépendante²⁰.

Non, le problème réside essentiellement en ce que — bien au-delà des formes plus traditionnelles de désarticulation des sociétés dépendantes (pouvoir économique étranger, local privé, local public...) déjà relevées au Québec même — la société québécoise est encore plus éclatée du fait que l'État, le pouvoir institutionnalisé d'État agissant au niveau de la coordination, de la régulation sociales globales, est au cœur même des luttes nationales en tant précisément que leur enjeu et leur produit dominant.

On sait, d'ailleurs, que l'État québécois provincial, au sein de l'actuelle structure étatique pan-canadienne, n'exerce pas, au sens strict et fort du terme, de souveraineté politique territoriale : il ne protège pas de frontières, au sens étatique du terme; il n'énonce pratiquement pas de politiques de l'import-export; il ne peut articuler les quelques politiques fiscales qu'il met au point à une véritable politique monétaire. Mais il ne saurait être question que d'une réforme des structures gouvernementales. L'enjeu le plus fondamental se situe plutôt au niveau du pouvoir d'État, des rapports socio-politiques de force, entre groupes sociaux, y compris groupes socio-ethniques, au sein desquels se matérialise l'organisation globale du social. Problème d'indépendance politique donc, articulée bien sûr à une domination économique, qui atteint le pouvoir et le droit d'exercer, en fonction d'une population sociale ayant produit dans ses luttes un principe d'identité sociale, les responsabilités du contrôle du fonctionnement et de la transformation d'un ensemble historique concret. La société québécoise n'est donc pas une société, en quelque sorte, simplement dépendante aux prises seulement avec les obstacles de la domination économique; elle est face aussi à un problème d'indépendance politique²¹.

Il n'y aurait donc rien de surprenant au fait que la production, au sein même des pratiques conflictuelles, de l'identification de l'anti-nation, tant au niveau de la domination économique que de l'enjeu de l'indépendance politique, soit si complexe. L'anti-nation ou l'adversaire de classe peut être tout à fait extérieur ou alors intérieur, ou encore l'un et l'autre, à la société québécoise canadienne-française. Par exemple, l'adversaire de classe peut entretenir des rapports complexes avec des formes d'appropriation privée de biens et de ressources, étrangère de l'extérieur ou encore étrangère de l'intérieur à la société québécoise. Sans compter qu'il aura aussi des liens, des formes d'alliances avec des forces politiques mobilisées autour du pouvoir d'État, ou encore des partis politiques, œuvrant soit au sein du système politique pan-canadien, soit au sein du système québécois. Il n'est pas dans notre propos de rappeler longuement les rapports sociaux complexes entre Canadiens français, Canadiens

20. F. H. Cardoso, *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, op. cit., pp. 152-157.

21. Voir aussi à ce sujet, M. Rioux, *la Question du Québec*, op. cit., notamment pp. 115-121; A. D'Allemagne, *le Colonialisme au Québec*, Montréal, Les Éditions R.-B., 1966.

anglais et bourgeoisies étrangères extérieures à la société québécoise canadienne-française, rapports sociaux dont les enjeux et les champs de domination sociale s'étendent de la dépendance économique à la souveraineté politique d'un État lui-même désarticulé, éclaté en structures centrale et provinciale²².

Mais revenons maintenant au problème central de l'impact de cette conjoncture socio-politique particulière de la société québécoise sur les luttes nationales, de manière à mieux éclairer les contraintes de ces luttes qui passent par les rapports des classes moyennes avec l'État et les enjeux de celles qui convergent vers la formation d'un mouvement social nationaliste populaire. C'est alors pour émettre l'hypothèse que les luttes nationales, autant dans leur aspect prépondérant actuel que dans celui, moins affirmé, d'une plus grande rupture sociale, occupent par leur pratique tangible et ses prolongements potentiels un champ de conduites collectives qui peut être balisé. Leurs caractéristiques en tant que mobilisation socio-politique, plus ou moins articulée à des facteurs d'institutionnalisation des conflits sociaux, et leurs effets politiques pertinents ou appréhendés serviront à désigner les limites inférieures et supérieures de conduites collectives de revendications et de contestations plus ou moins aptes à mettre en cause le fonctionnement d'une société et à en viser la transformation.

3.1. LE BLOCAGE INSTITUTIONNEL DU SYSTÈME POLITIQUE CANADIEN

Les limites inférieures de ce champ de conduites collectives seraient matérialisées par le mode d'intervention étatique des classes moyennes canadiennes-françaises dans le contexte d'un blocage institutionnel du système politique canadien.

Il est alors à peine surprenant de devoir revenir à des considérations sociétales encore plus larges comme celles de la concentration trans-nationale du capital, des pouvoirs et des centres de décisions économiques et à la situation, à cet égard périphérique, sinon dépendante, de l'ensemble du marché économique intérieur canadien²³. Ce que d'aucuns nomment sa très grande intégration continentale, pour référer plus précisément à ses liens d'inféodation au marché économique américain voisin. Plus importante s'avère encore la reproduction induite, à l'échelle de l'ensemble de la société canadienne, de ces contraintes à son développement, sa croissance. Elles sont finalement cristallisées en un inégal développement des composantes régionales de la classe économique dirigeante canadienne et en des rapports de forces entre diverses

22. Voir à ce sujet, J. Dofny, «Les stratifications de la société québécoise», *Sociologie et sociétés*, vol. 10, n° 2, octobre 1978; P. R. Bélanger, C. Saint-Pierre, «Dépendance économique, subordination politique...», *op. cit.*

23. Voir sur ces thèmes, C. Furtado, «Le capitalisme post-national», *Esprit*, avril et mai 1975; C. A. Michalet, *le Capitalisme mondial*, Paris, P.U.F., 1976; E. Fuenzalida, O. Sunkel, «Transnational Capitalism and National Development», dans J. J. Villamil, ed., *Transnational Capitalism and National Development*, Hassocks, Harvester Press, 1979. K. Levitt, *la Capitulation tranquille*, Réédition-Québec, 1972; J. Niosi, *le Contrôle financier du capitalisme canadien*, Montréal, P.U.Q., 1978; R. M. Laxer, édité., *Canada Ltd; The Political Economy of Independency*, Toronto, McClelland and Stewart, Ltd., 1973; I. Lumsden, édité., *Close the 49th Parallel, etc.: The Americanization of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1970.

fractions économiques dirigeantes et politiques dominantes de la bourgeoisie-canadienne²⁴. Bref, la reproduction induite de l'ensemble de ces contraintes marque aussi les rapports des collectivités territoriales de la société canadienne — territoires coïncidant, dans un cas, avec des clivages linguistiques et culturels — et exacerbe les disparités, les écarts, la désarticulation de la régionalisation des structures de décision, de gestion et de production économiques et politiques.

Le blocage, la crise du système politico-institutionnel canadien ne réside donc pas tant dans des rapports conflictuels de rupture entre des mouvements sociaux et le pouvoir de l'État, mais bien plutôt dans l'éclatement de ce binôme structurel État central — États provinciaux, affronté alors aux contradictions non résolues du recrutement, du renouvellement, de l'expansion des positions et des fonctions de direction économique de l'ensemble canadien, soit de la production et de la reproduction des classes économiques dirigeantes canadiennes.

Force est d'admettre que le mode d'intervention étatique des classes moyennes canadiennes-françaises s'inscrit dans cette conjoncture de crise du système politico-institutionnel canadien, comme dans son environnement, et qu'il est porté, encadré par les mouvements de revendications et de réformes des couches sociales mobilisées autour des enjeux de la production-reproduction de fractions régionales des classes économiques dirigeantes canadiennes. À ce titre, il pourrait même tout naturellement converger, au point d'y être enfermé, vers le marché politique des négociations, plus ou moins aisées ou conflictuelles, entre les États provinciaux et l'État central, entre les collectivités territoriales, et dans un cas aussi linguistique et culturelle, canadiennes. D'une manière ou d'une autre, au travers de conflits plus ou moins aigus mais, somme toute, toujours institutionnalisés dans ce marché politique et définis par rapport à lui, même au coût d'un langage stratégique menaçant d'une marginalisation volontaire, ce mode d'intervention mènerait à un développement capitaliste périphérique plus auto-centré. Il nécessiterait, cependant, que des pouvoirs politiques accrus soient obtenus au cours de ces négociations globales, même s'ils ne rompaient pas vraiment toutefois avec la logique de la dépendance politique. L'expansion des fonctions économiques dirigeantes canadiennes-française dans un contexte de mode d'intervention étatique des classes moyennes, dépend, notamment, de leur contrôle sur l'État et ses appareils en tant qu'agent de stimulation du marché économique local et de la capacité autochtone d'accumulation du capital. De telles visées requéreraient une plus grande autonomie du pouvoir politique provincial en ces matières législatives et politiques d'appui et de contrôle du développement économique.

Une telle évolution est d'autant plus plausible que le mode d'intervention étatique des classes moyennes canadiennes-françaises est déjà très intensément articulé au fonctionnement du système politique. Et le poids des systèmes politiques dans les régimes de démocratie parlementaire ne saurait être négligé, avec

24. Voir sur ce thème, G. Teeple, édité., *Capitalism and the National Question in Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1972; L. Panitch, édité., *The Canadian State, Political Economy and Political Power*, Toronto, University of Toronto Press, 1977; R. M. Laxer, édité., *Canada Ltd... op. cit.*

leurs pré-requis et leurs exigences relatifs à l'exercice du suffrage universel, leurs règles de réussite et de justice démocratiques, souvent réduites aux expressions proportionnelles des votes de diverses composantes d'une population plus ou moins libres et perméables devant ces idéologies et propagandes strictement électoralistes des appareils politiques. Sans négliger ce respect traditionnel, souvent factice, indolent, feint, stéréotypé, que manifestent les classes moyennes pour les règles de la démocratie parlementaire, bien au-delà de leurs capacités effectives à s'enclencher sur les problèmes de fond du politique, soit les rapports de force entre couches, classes sociales, mais aussi groupes socio-ethniques, autour de la coordination globale du social.

Ainsi seraient constituées les limites inférieures du champ des conduites collectives relatives à la question nationale. Elles indiquent, il importe de le noter, une sur-politisation des enjeux de la lutte nationale, trop directement réduits au fonctionnement du système politique et, par là même, désarticulés des présupposés les plus fondamentaux de la domination sociale, de la dépendance économique et de l'indépendance politique. Cette sur-politisation s'exercerait en faveur d'un réaménagement plutôt limité des positions et fonctions économiques dirigeantes autochtones. Bien que les classes moyennes n'y parviendraient vraisemblablement pas sans accentuer ces tendances politiques, de type « para-social — démocrate », visant la mise en place d'un contrat social apte à intégrer, canaliser les revendications du mouvement ouvrier et de mouvements de revendications de base. Ajoutons encore, bien rapidement, qu'il ne s'impose aucunement qu'un tel processus politique soit invariablement acheminé par un parti politique dit souverainiste, malgré, le cas échéant, certaines différences de langage et de stratégies politiques. Et tout au long de ce parcours un danger guette le fonctionnement du système politique québécois : celui d'un blocage, d'une crise politico-institutionnelle, et d'une irréductible opposition entre couches, classes sociales d'une société alors poussée vers la résurgence d'actions politiques violentes hors et anti-système politique.

3.2. UN CONTRE-PROJET DE MOBILISATION SOCIO-POLITIQUE

On peut d'autant plus désigner les limites supérieures du champ des conduites collectives relatives à la question nationale que l'on prend pour acquis que la construction sociale de la nation — débordant, prolongeant la formation sociale d'un principe d'identité — articule une mémoire collective, fondée le plus souvent sur la culture et la langue, à la formulation de projets, mais aussi de contre-projets, de mobilisation socio-politique, le cas échéant de mouvements sociaux populaires, fondés sur diverses couches, classes sociales. Certaines d'entre elles imposent, selon la conjoncture, leur lecture de la question nationale bien que cela ne bouche pas totalement l'horizon politique d'autres classes sociales. Partant, il importe de repérer les conditions sociales de formation, mais aussi les enjeux, d'actions collectives, de mouvements sociaux populaires, poursuivant, à travers une solution aux problèmes de domination économique et de dépendance politique, la remise en cause du fonctionnement de la société et une ouverture sur sa transformation. Il n'est pas question dans tout ce qui suit de faire croire à des actions de grand nombre ou à des luttes tellement amor-

cées et engagées que la complétude de leur sens et de leur cheminement serait directement accessible dans leur pratique même. Plutôt, il s'agit d'arrêter, de produire des hypothèses sur la signification et l'extensibilité possible de luttes, de conflits, fussent-ils pour le moment restreints et discontinus.

Nous en venons ainsi à une première hypothèse. Elle stipule que certaines conduites collectives de revendications d'éléments des classes populaires, conduites appartenant au champ des luttes nationales, ne trouvent un sens que dans un premier enjeu : celui que l'on pourrait nommer la décomposition de la nation. Le problème de l'ouverture de la nation se pose précisément dans la mesure où la polarisation par une classe sociale des enjeux nationaux a tendance à produire une logique nationaliste de l'enfermement, projetant ainsi à la périphérie de la nation, à sa quasi-extériorité, des couches sociales, des fractions de classes sociales, et leurs contre-projets de mobilisation articulés aussi au principe d'identité sociale du groupe.

Nous estimons qu'il en est bien ainsi dans la conjoncture actuelle des luttes nationales au Québec. En effet, la lutte nationale prédominante, traduite sous forme de mode d'intervention étatique des classes moyennes canadiennes-françaises, entraîne que les rapports entre couches, classes sociales sont aussi matérialisés dans des rapports entre dirigeants politiques et dirigés politiques. Se positionnent face aux dirigeants politiques, stratèges du mode d'intervention étatique des classes moyennes, et face à un pouvoir d'État et à ses appareils d'autant plus intégrateurs et interventionnistes qu'ils sont porteurs d'une mobilisation, d'un projet social, des couches sociales, des éléments des classes populaires, des forces d'opposition contestant une gestion du politique, une technologie du social sous-tendues par une pratique prévalente de lutte nationale. Des fractions du mouvement ouvrier, au sens large du terme, sont donc en situation objective d'opposition politique globale, tout en étant aux prises avec des éléments de leurs propres rangs et d'autres couches sociales qu'indispose une action de contestation, dans un contexte où les exigences d'une lutte nationale polarisée par une classe sociale voudraient que « tous les rangs fussent serrés ».

Est alors en cause ni plus ni moins qu'un conflit de classe, une lutte de fractions des classes ouvrières et populaires, de forces sociales d'opposition s'attaquant à l'exercice du pouvoir politique, dénonçant des stratégies de développement économique ou d'émancipation politique, parce qu'elles ne passent pas vraiment par une amélioration des conditions globales d'existence des classes populaires et ouvrières, ni par un allègement de l'emprise de l'État et de ses appareils sur le tissu social, sur l'existence sociale des classes dominées. Il en est d'autant plus ainsi que l'État québécois est aussi employeur de masses importantes de salariés québécois ; comme dans bien des sociétés dépendantes, les employés du tertiaire, notamment du tertiaire public, comptant pour beaucoup dans la population active²⁵. Bien que ces formes de contestation ne soient

25. Voir sur ce thème, F. H. Cardoso, *Sociologie du développement en Amérique latine*, *op. cit.* et *Politique et développement dans les sociétés dépendantes*, *op. cit.* Pour la situation québécoise, voir D. Brunelle, « La structure occupationnelle de la main-d'œuvre québécoise, 1951-1971 » *op. cit.* et *la Désillusion tranquille*, *op. cit.*

pas vraiment réductibles aux seules situations du travail : les problèmes de l'école, des politiques et des équipements urbains, des programmes de santé publique et d'assistance sociale, des politiques culturelles et d'éducation populaire ayant aussi sous-tendu ces contestations. Une phase de luttes plus radicales succédant, dans beaucoup de ces secteurs, à ces ambiguïtés de la participation conflictuelle appartenant aux moments forts de la modernisation conservatrice.

Des éléments des classes populaires parlent et agissent de la périphérie, de la quasi-extériorité, contre une définition, conjoncturellement prévalente, de la nation. C'est là le sens qu'il faut donner notamment aux efforts d'instances officielles du mouvement ouvrier — par exemple, les récents congrès de la Confédération des syndicats nationaux (C.S.N.)²⁶ — qui expriment nettement leur volonté de trouver un traitement ouvrier, populaire, favorable aux intérêts des classes dominées, de la question nationale, à l'encontre de la démarche des classes moyennes et du Parti québécois tenant en ce moment les appareils d'État provinciaux. Et là où, dans le mouvement ouvrier en particulier, de telles prises de position n'arrivent pas à percer officiellement, on sent un net tiraillement entre diverses tendances politiques, dont celle d'un mouvement social de contestation, qui acculent certains corps officiels au non-alignement, les rapports de force entre lignes politiques se neutralisant, contraignant le mouvement syndical à mener des luttes de revendications plus économiques et laissant au Parti québécois une maîtrise moins discutée des stratégies politiques nationalistes.²⁷

Autre dimension de cet enjeu de la décomposition de la nation, comme forme d'entrée dans les luttes nationales de couches sociales d'opposition : l'action sociale et idéologique critique menée par des groupes d'intellectuels, le plus souvent marginalisés, quelques mouvements de revendication de base et certains éléments du mouvement ouvrier. Tout se passe comme si, face à la tendance à l'alignement et à la polarisation des discours idéologiques sur le fonctionnement du marché politique et la sur-politisation de la question nationale, éclataient tout pêle-mêle des formes de radicalisations extrêmes d'abord idéologiques, puis politiques, des tentatives de mouvements intellectuels, des combats d'intelligentzia, etc. Ces manifestations ne pourraient-elles pas être vues comme des réactions à l'encontre des réductions idéologiques, notamment constitutionnelles et référendaires, des enjeux de la lutte nationale ? comme des opérations de décomposition du discours nationaliste prévalant ?

26. C.S.N., *Pour les droits et libertés des travailleurs et de leurs organisations, être présents dans la lutte contre l'oppression nationale*, Montréal, C.S.N., Rapport du Comité d'orientation, 49^e congrès de la C.S.N., juin 1978; C.S.N., *Proposition de la C.S.N. pour la discussion sur la question nationale*, Montréal, C.S.N., janvier 1979; C.S.N., *Rapport du Comité d'orientation au congrès spécial de la C.S.N. sur la question nationale*, Montréal, C.S.N., juin 1979.

27. De tels tiraillements sont manifestes au sein du syndicalisme enseignant comme l'indique le dernier congrès de la centrale des enseignants du Québec (C.E.Q.); voir à ce sujet, P. des Rivières, «La C.E.Q. et la question nationale : un congrès dont on n'attend rien de neuf» et «La C.E.Q. nuance sa non-participation», Montréal, *le Devoir*, 29 et 30 juin 1979, p. 3; M. Favreau, «La consultation sur la question nationale à la C.E.Q. : un très sérieux avertissement aux dirigeants, selon Gaulin» (président de la C.E.Q.) et «Question nationale : La C.E.Q. se taira, décide le congrès», Montréal, *la Presse*, 29 et 30 juin 1979, pp. B-11 et D-20.

Cet enjeu de la décomposition de la nation ne serait pas le seul à marquer ces conduites collectives matérialisant l'émergence d'un mouvement social nationaliste populaire. Il y aurait encore, jouant un peu en sens inverse, cet enjeu de la recomposition en quelque sorte de la nation. À ce titre, nous pouvons émettre l'hypothèse que des formes de revendication et de contestation de certains éléments des classes populaires et ouvrières manifestent le passage d'une position naguère attentiste, par rapport aux enjeux de la lutte nationale, à des revendications plutôt défensives, puis à des luttes alors plus offensives. Aux revendications défensives s'arrêtant aux décalages, aux écarts, aux inégalités ethniques de revenus, de conditions de travail et d'existence sociale, succéderaient des contestations plus nettes des pouvoirs économiques et politiques dominants, mais aussi étrangers, contestations alors formulées par des fractions limitées du mouvement ouvrier québécois. Deviendraient enjeux de luttes, ces structures de domination sociale articulées aux pouvoirs et aux centres de décisions économiques et politiques étrangers.

Des forces sociales d'opposition, luttant contre l'enfermement d'un certain discours nationaliste, engagent alors des actions sociales critiques structurant l'élaboration d'un contre-modèle de société. Force est de constater que ces pratiques de lutte, leurs représentations et orientations, sont à peine organisées de telle sorte que sur ces débats plane, encore largement enfoui au sein de considérations idéologiques, le problème de l'articulation de la lutte contre la domination sociale, exercée par des forces socio-politiques intérieures et extérieures, à celle de la définition, du contrôle, de la croissance d'un espace économique. Les liens des marchés économiques canadien et québécois d'abord entre eux, puis avec le marché économique américain, ne posent pas qu'un problème au mode d'intervention étatique des classes moyennes : ils placent les forces sociales d'opposition devant les enjeux du développement de sources autochtones d'accumulation des facteurs de croissance, et de leur contrôle, dans une logique de libération économique et politique effective.

C'est donc dire que ces luttes en émergence sont déjà face à un problème politique conséquent : celui de leur articulation aux luttes nationales des classes moyennes qui ne viderait pas le mouvement social nationaliste populaire de sa force de contestation, d'opposition et de rupture face à un ordre composite de domination sociale. Dès maintenant, ce mouvement social encore fortement hétérogène, affaibli et morcelé, et plus souvent qu'autrement même hétéronome, est confronté à des problèmes de direction politique, de contradictions internes. Quelles couches, classes sociales pourraient l'unifier puis produire, dans une pratique de luttes, sa jonction, en tant que composante autonome, spécifique mais influente, sinon hégémonique, avec d'autres luttes nationales ?

RÉSUMÉ

Après avoir passé en revue divers traits de la société québécoise, l'auteur illustre leur similarité avec les conjonctures contemporaines des sociétés dépendantes, notamment latino-américaines. Les modes d'intervention étatique des classes moyennes, en particulier, se détachent et dans l'une et dans les autres. Mais l'auteur propose encore de pousser plus loin l'analyse. D'autres traits de la société québécoise, de la question nationale qui s'y pose, sont alors, à leur tour, pris

en compte. Les formes de mobilisation socio-politiques, relatives à la dépendance économique et politique du Québec, sont ainsi caractérisées par deux enjeux. Soit, d'une part, les problèmes du pouvoir politique dans le contexte d'un blocage institutionnel du système politique canadien; soit, d'autre part, les conditions sociales, les enjeux, d'un mouvement social de rupture en lent processus d'émergence.

* * *

SUMMARY

After reviewing various characteristics of Quebec society, the author illustrates their similarity with contemporary situations in dependent societies, especially in Latin America. Modes of middle-class state intervention particularly stand out in both cases. The author proposes to push this analysis even further however. Other traits of Quebec society and of the nationalist issue are then reviewed. This results in the following characterizations of the forms of socio-political mobilization relating to the economic and political dependence of Quebec : on the one hand, the problems of political power in the context of institutional blockage in the Canadian political system; on the other hand, the social conditions at stake in a movement of slowly emerging social change.

* * *

RESUMEN

Después de haber pasado revista a los diversos rasgos de la sociedad québécoise, el autor ilustra su semejanza con las conjunturas contemporáneas de las sociedades dependientes, especialmente latino-americanos. En esas sociedades, el modo de intervención estatal de las clases medias, en particular, se alejan. Pero el autor propone aún de profundizar el análisis. Otros rasgos de la sociedad québécoise, de la cuestión nacional que se plantea allí, son ahora a su turno tomadas en cuenta. Las formas de movilización socio-políticas, relativas, a la dependencia económica y política del Québec, son de este modo caracterizadas por dos enjuegos : De una parte, los problemas del poder político en el contexto de un bloqueo institucional del sistema político canadiense, de otra parte, las condiciones sociales, los enjuegos de un movimiento social de ruptura en un lento proceso de emergencia.

* * *